

Contre Attaque L'UNI pour la tv

QUI SONT CES «ÉTUDIANTS» DE L'UNI QU'ON VOIT PARTOUT ?

– **Saluts nazis, antisémitisme et violences, ils sont pourtant présentés avec bienveillance dans les médias** – Les médias des milliardaires sont prêts à tout pour salir le mouvement lycéen, et pour cela ils raclent les fonds de tiroir à la recherche désespérée de jeunes prêts à tenir des propos anti-blocus, pro-policiers ou anti-LFI. Ils ont donc d'abord invité partout un communicant macroniste déguisé en «lycéen mobilisé», à la tête d'un «syndicat» fictif. Ce qui a vite été démasqué tellement c'était grossier. À présent, ce sont de jeunes néo-fascistes qui sont présentés comme de simples étudiants, et qui sont invités sur tous les plateaux. Ils sont issus de l'UNI, un obscur «syndicat étudiant» que personne ne connaît, mais passent sur BFM, Cnews ou Europe 1 pour dire tout le mal qu'ils pensent de la lutte de la jeunesse. Ce groupuscule bénéficie ainsi d'une exposition médiatique inattendue alors qu'il ne représente rien, et certainement pas la jeunesse qui se mobilise courageusement pour son avenir.

Une vitrine présentable

Parmi les figures présentées de façon neutre et bienveillante, une certaine Louise Montangon, décrite comme «étudiante en philosophie». Elle présente bien, elle passe partout, elle diffuse un message réactionnaire mais emballé dans un paquet cadeau innocent. Évidemment, aucun média ne souligne que Louise Montangon a été candidate du RN aux dernières élections municipales à Bordeaux. Elle est responsable de la section bordelaise de l'UNI, et manifeste avec le groupuscule identitaire Némésis.

Autre tête qu'on voit beaucoup : un certain Baptiste Gilli, délégué national de l'UNI. Il a notamment été invité sur BFM pour parler des «violences» lycéennes et asséner que les

revendications du mouvement sont «un prétexte à des mouvements d'extrême gauche souvent manipulés par La France insoumise». Très original. On l'a aussi vu dans tous les médias de Bolloré ou à Sud Radio. Mais personne n'a pris la peine de lui demander de raconter l'histoire de son «syndicat», ni ses propos et actes nazis ces dernières années.

L'UNI, qu'est-ce que c'est ?

Il s'agit de «l'Union Nationale Inter-universitaire», une organisation étudiante fondée après mai 1968 pour combattre les «gauchistes» dans les facs. Ce groupuscule est alors créé avec le soutien politique, financier et physique du Service d'action civique, le SAC, la «police parallèle» de la droite au pouvoir.

Le SAC multiplie les violences, y compris armées, contre la gauche dans la France des années 1960 et 1970 : des passages à tabac de colleurs d'affiches communistes lors de campagnes électorales, des tirs à balles réelles contre des militant·es. Parmi les crimes attribués au groupe, l'exécution par balle d'un jeune colleur d'affiche du PCF, l'assassinat d'une femme à Aix-en-Provence en 1970, l'exécution d'une balle en pleine tête d'un ouvrier sur un piquet de grève... Une vraie milice mafieuse, chargée de terroriser la gauche française pendant la guerre froide.

Durant la révolte de Mai 68, les équipes du SAC, déguisées en ambulanciers, ramassent des manifestant·es pour aller les tabasser dans leur QG. En 1981, un responsable du SAC est abattu avec sa famille par ses propres camarades qui le soupçonnent de «trahison», ce qui pousse le gouvernement à dissoudre le groupe.

Voilà pour les origines de l'UNI, qui naît donc grâce à d'importants financements de barbouzes de droite et d'extrême droite. Et c'est ce groupe qui prétend dénoncer les «violences» des luttes lycéennes !

Depuis 50 ans, le groupuscule étudiant multiplie les actions contre les mouvements sociaux dans les universités, tente de

débloquer les facs, agresse de jeunes militant·es. Pour s'opposer aux luttes étudiantes, l'UNI s'est alliée avec les néonazis du GUD et du Parti des Forces Nouvelles qui organisait des attentats visant à provoquer une guerre raciale en France. Deux groupes aujourd'hui dissous.

Au sein de l'UNI se côtoient depuis des décennies des militants de droite et d'extrême droite. On y trouve des fascistes, des sarkozystes ou encore des royalistes. Le groupe a fourni au Front National et à l'UMP puis à LR beaucoup de ses futurs cadres. Dans la rue, l'UNI s'oppose aux droits des personnes homosexuelles, milite pour les réformes des retraites successives de la droite et soutient les reculs sociaux.

Saluts nazis, caricatures antisémites

Cet activisme d'extrême droite violent est-il de l'histoire ancienne ? Pas du tout : l'UNI n'a rien renié de son passé, et a même tendance à aller encore plus loin ces dernières années. Début 2025, le quotidien Le Monde rapportait que l'UNI était impliquée dans «cinq faits notables d'antisémitisme [...] relevés sur des campus universitaires» et en particulier plusieurs saluts nazis. L'administration des universités de Lille, Caen et Strasbourg avaient ouvert des procédures à son encontre. Par exemple, le 30 janvier 2025 à la faculté de Sciences Po Lille, des étudiants avaient simulé une séance à l'Assemblée nationale en organisant un faux débat sur l'égalité. Deux étudiants de droite avaient fait des saluts hitlériens. Médiapart a révélé qu'au sein des locaux toulousains de l'UNI, un militant a également été photographié en train de réaliser un salut nazi devant le drapeau français.

En février dernier, c'était un jeu de cartes fabriqué par des étudiants membres de l'UNI de Strasbourg qui faisait scandale. On y voyait des caricatures antisémites dignes de Vichy ou de l'Allemagne nazie : sur l'une des cartes, il était écrit «Dérobe les gains du joueur précédent et y ajoute 10%». Les étudiants qui y jouaient portaient des kippas et des stéréotypes de caricatures de personnes juives. Sur une autre carte, il était

mentionné en gros : «Le tribunal de Nuremberg», devant lequel comparurent les dignitaires nazis après-guerre. Auparavant, l'UNI avait mené la campagne d'Éric Zemmour en 2022. Street Press souligne d'ailleurs que le vice-président de l'UNI Strasbourg, Robin Gerolt, était candidat de Reconquête lors des élections législatives de 2024. Sur Instagram, il s'affiche aux côtés de députés européens du parti allemand néo-nazi AfD. Il s'est aussi photographié devant un dessin antisémite : sur l'image, il désigne un schéma représentant un personnage au long nez avec une étoile de David. La cheffe de l'UNI Strasbourg «like» quant à elle sur les réseaux sociaux diverses publications d'extrême droite radicale, notamment celles du Comité du 9 mai (C9M), qui organise chaque année une parade regroupant des néo-nazis de toute l'Europe à Paris.

Signe du double discours affolant de ce «syndicat», son représentant Baptiste Gilli déclarait en 2025 sur Cnews «une explosion de l'antisémitisme». Évidemment attribuée à la gauche.

Chaque accusation de l'extrême droite est une confession. Ses militants accusent LFI «d'instrumentaliser» la jeunesse, alors que c'est que ce qu'ils essaient de faire. Ils accusent la gauche pro-palestinienne d'être antisémite sans la moindre preuve alors qu'ils font des saluts nazis. Ils accusent le mouvement social de «violence» alors qu'ils s'organisent avec des gros bras suprémacistes.

Ces gens utilisent l'escroquerie et le mensonge comme modalité d'existence politique. Mais qui le rappellera sur les plateaux de télévision ?